

Accord entre l'Italie et l'Autriche pour l'utilisation du port de Trieste Fait à Rome le 22 octobre 1955

^{1 2 3} Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement Fédéral Autrichien, animés du désir de faciliter et développer le trafic de l'Autriche à travers le port de Trieste, sont convenus des dispositions suivantes:

Articolo 1

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Autrichien, en considération de l'ampleur du trafic autrichien à travers Trieste, sont d'accord de constituer, dans le cadre de la Commission Mixte italo-autrichienne pour les échanges commerciaux, prévue par l'Accord Commercial du 19 mai 1949, une Sous-Commission Mixte paritaire pour les questions relatives au trafic autrichien outremer via Trieste. La Sous-Commission se réunira sur la demande de l'une des deux Parties contractants.

Articolo 2

Un membre de la Sous-Commission, nommé par le Gouvernement Fédéral Autrichien, aura son siège permanent à Trieste et représentera, conformément aux instructions des Autorités centrales autrichiennes, les intérêts économiques autrichiens relatifs au trafic par Trieste. Il sera chargé de collaborer de façon permanente avec les Autorités italiennes compétentes, auxquelles il proposera au besoin l'adoption de mesures considérées aptes à atteindre les buts visés par le présent Accord.

Articolo 3

Pareillement, et dans le même but, un membre de la Sous-Commission, nommé par le Gouvernement Italien, aura son siège permanent à Vienne.

Articolo 4

Les Chemins de Fer Italiens de l'Etat exempteront les marchandises en transit entre l'Autriche et Trieste-Outremer du paiement des augmentations prévues au Tarif special n.253 (Marchandises en transit à travers l'Italie).⁴

Articolo 5

Les autres questions concernant les tarifs ferroviaires pour le trafic autrichien d'outremer à travers le port de Trieste seront réglées par une convention séparée à stipuler entre les Chemins de Fer Fédéraux Autrichiens et les Chemins de Fer Italiens de l'Etat.⁵

Articolo 6

Pour le trafic de marchandises entre le port de Trieste et les pays au delà de l'Autriche, les Chemins de Fer Fédéraux Autrichiens et les Chemins de Fer Italiens de l'Etat se concerteront pour accorder sur leurs parcours des mesures tarifaires aptes à faciliter et développer ledit trafic.⁶

Articolo 7

Sous réserve des ententes spéciales qui pourront être prises au sein de la Sous-Commission Mixte dont à l'art.1 du présent Accord, les marchandises d'origine ou destination autrichienne en transit par le port de Trieste ne seront pas traitées dans ce port, en ce qui concerne les impôts et taxes et les opérations de manipulation, ainsi que sous tout autre rapport, moins favorablement que les marchandises similaires d'origine ou destination italienne ou des mêmes marchandises de n'importe quelle autre origine ou destination.

A cet égard, aucune distinction ne sera faite entre les marchandises transportées par des ravires battant pavillon italien et les marchandises transportées par des navires battant pavillon autrichien ou autre.

¹ Si veda in merito la Legge 6 marzo 1987 n.110 recante "Ratifica ed esecuzione dell'accordo fra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria per la utilizzazione del porto di Trieste firmato a Trieste il 4 ottobre 1985, con scambio di lettere effettuata in pari data"; e il DM 5 settembre 1989, n.339 recante "Regolamento concernente la definizione delle modalità di applicazione delle tasse e dei diritti marittimi vigenti per navi, merci e passeggeri nel porto franco di Trieste".

² L'Accordo è entrato in vigore dal 1° gennaio 1956 (Scambio di Note del 21 dicembre 1955); ha una durata di due anni con tacita proroga annuale salvo denuncia con preavviso di tre mesi (art.15).

³ In relazione agli artt.4 e 5 si veda l'allegato Accordo tra le Ferrovie italiane dello Stato (FS) e le Ferrovie federali austriache (OeBB) sulla regolamentazione delle tariffe ferroviarie per le merci tra l'Austria e Trieste Oltremare firmato a Vienna il 7 ottobre 1958.

⁴ Traduzione non ufficiale dell'art.4: "Le ferrovie italiane esenteranno le merci in transito fra l'Austria e Trieste oltremare dal pagamento degli aumenti previsti alla tariffa speciale n.253 (merci in transito attraverso l'Italia)."

⁵ Traduzione non ufficiale dell'art.5: "Le altre questioni concernenti le tariffe ferroviarie per il traffico austriaco di oltremare attraverso il porto di Trieste saranno regolate da una convenzione da stipularsi fra le Ferrovie federali austriache e le Ferrovie italiane".

⁶ Traduzione non ufficiale dell'art.6: "Per il traffico di merci fra il porto di Trieste ed i Paesi posti al di là dell'Austria, le Ferrovie federali austriache e le ferrovie italiane si concerteranno per accordare sui loro percorsi misure tariffarie atte a facilitare e sviluppare il suddetto traffico".

Articolo 8

Le Gouvernement Italien donne son consentement à ce que, sous réserve d'ententes spéciales, le Gouvernement Autrichien puisse utiliser le port de Trieste comme port d'armement pour des navires marchands battant pavillon autrichien ou autre.

Articolo 9

L'"Azienda Portuale dei Magazzini Generali", suivant des ententes à prendre et eu égard à l'ampleur du trafic, mettra à disposition, même de façon continue, dans l'enceinte du "Port Franc" de Trieste, des entrepôts appropriés et de grandeur suffisante, couverts et découverts, en entier ou en partie, contre paiement d'un loyer réduit. L'"Azienda Magazzini Generali" accordera une réduction de tarif pour toutes les opérations effectuées directement par ses services.

Articolo 10

Dans le même but de développer le trafic autrichien par Trieste, les deux Gouvernements conviennent de ce que les tarifs portuaires feront l'objet d'un examen bienveillant de la part des Autorités italiennes compétentes.

Articolo 11

Dans le respect des engagements internationaux multilatéraux, le transit de marchandises Autriche-Trieste-Outremer est libre. Ce transit aura lieu sans discrimination et sans perception de droits de douane, d'impôts ou de taxes, à l'exception des taxes perçues en correspondance de services rendus.

Articolo 12

Dans le même respect des engagements internationaux surmentionnés, les deux Parties contractantes accorderont au trafic par Trieste des marchandises en transit sur leur territoire respectif toutes les facilités nécessaires à assurer à des prix raisonnables le fonctionnement régulier et rapide de tous les services. Elles s'abstiendront d'appliquer aux dites marchandises des mesures discriminatoires en ce qui concerne les droits de douane, impôts et taxes, les différents services, ainsi que les dispositions sanitaires, de police ou autres.

Articolo 13

Les deux Parties contractantes conviennent de ce que les entreprises autrichiennes autorisées à exercer à Trieste des activités inhérentes au trafic commercial visé par le présent Accord jouiront des mêmes droits et facilités de nature fiscale ou autre dont jouissent les entreprises italiennes similaires. Les Autorités italiennes compétentes examineront avec bienveillance les demandes relatives.⁷

Articolo 14

Les deux Parties contractantes, considérant que c'est leur intérêt commun de faciliter et de développer le trafic à travers le port de Trieste, conviennent de l'opportunité de collaborer d'une façon permanente afin d'obtenir également une amélioration des lignes de navigation touchant Trieste et une atténuation des frêts maritimes.

Articolo 15

Le présent Accord restera en vigueur pour deux ans à partir la date qui sera fixée par un échange de notes et, sauf dénonciation trois mois avant son échéance, il sera considéré prorogé pour une autre année, et ainsi de suite d'année en année, avec faculté pour chacune des deux Parties contractantes de le dénoncer moyennant préavis de trois mois avant l'échéance de chacune de ces périodes annuelles.

Fait à Rome, en double exemplaire en langue française, le 22 octobre 1955.

AMBASCIATA D'ITALIA – VIENNA

Wien, den 21. Dezember 1955

⁸Verbalnote

Die Italienische Botschaft in Oesterreich beehrt sich im Auftrage ihrer Regierung dem Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, folgendes mitzuteilen.

Im Zusammenhang mit der Bestimmung des Art.15 des "Accord entre l'Italie et l'Autriche pour l'utilisation du port de Trieste" vom 22. Oktober 1955 schlägt die Italienische Botschaft als Zeitpunkt für das Inkrafttreten des Abkommens den 1. Januar 1956 vor.

Die Durchführung der die Eisenbahnen betreffenden Bestimmungen desselben Abkommens wird -wie vereinbart- zwischen beiden Eisenbahnverwaltungen geregelt werden.

⁷ Traduzione non ufficiale dell'art.13: "Le due parti contraenti convengono che le imprese austriache autorizzate ad esercitare a Trieste delle attività inerenti al traffico commerciale previsto dal presente Accordo, beneficeranno dei medesimi diritti e delle medesime facilitazioni di natura fiscale od altro di cui beneficiano le imprese italiane similari. Le autorità italiane competenti esamineranno con benevolenza le domande relative".

⁸ Le due seguenti note sono tratte da "I rapporti di vicinato tra Italia e Austria"; Andrea de Guttry e Natalino Ronzitti; edizioni dott. A. Giuffrè Editore; Milano 1987; pg.336-337.

Wenn die österreichische Regierung mit Obigem einverstanden ist, so wird diese Note und die Antwortnote des Bundeskanzleramtes, Auswärtigen Angelegenheiten, als ein Abkommen zwischen beiden Staaten zu betrachten sein.

Die Italienische Botschaft benützt diesen Anlass, um dem Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, den Ausdruck ihrer vorzüglichen Hochachtung zu erneuern.

An das
Bundeskanzleramt
Auswärtige Angelegenheiten
Wien

BUNDESKANZLERAMT - AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

Wien, am 21. Dezember 1955

Verbalnote

Das Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, beehrt sich, den Empfang der sehr geschätzten Verbalnote ZI. 6923 B/9 T vom 21. Dezember 1955 zu bestätigen, die wie folgt lautet:

“Die Italienische Botschaft in Oesterreich beehrt sich im Auftrage ihrer Regierung dem Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, folgendes mitzuteilen.

Im Zusammenhang mit der Bestimmung des Art.15 des “Accord entre l’Italie et l’Autriche pour l’utilisation du port de Trieste” vom 22. Oktober 1955 schlägt die Italienische Botschaft als Zeitpunkt für das Inkrafttreten des Abkommens den 1. Januar 1956 vor.

Die Durchführung der die Eisenbahnen betreffenden Bestimmungen desselben Abkommens wird -wie vereinbart- zwischen beiden Eisenbahnverwaltungen geregelt werden.

Wenn die österreichische Regierung mit Obigem einverstanden ist, so wird diese Note und die Antwortnote des Bundeskanzleramtes, Auswärtigen Angelegenheiten, als ein Abkommen zwischen beiden Staaten zu betrachten sein.”

Das Bundeskanzleramt, Auswärtigen Angelegenheiten, beehrt sich mitzuteilen, dass die Oesterreichische Bundesregierung mit Vorstehendem einverstanden ist und hiermit das Abkommen mit 1. Januar 1956 in Kraft tritt.

Das Bundeskanzleramt, Auswärtigen Angelegenheiten, benützt diese Gelegenheit, um der Italienischen Botschaft die Verischerung seiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

An die
Italienische Botschaft
Wien

ACCORDO TRA LE FERROVIE ITALIANE DELLO STATO (FS) E LE FERROVIE FEDERALI AUSTRIACHE (OeBB) SULLA REGOLAMENTAZIONE DELLE TARIFFE FERROVIARIE PER LE MERCI TRA L'AUSTRIA E TRIESTE OLTREMARE

firmato a Vienna il 7 ottobre 1958⁹

¹⁰In relazione agli artt. 4 e 5 dell'Accordo governativo tra l'Austria e l'Italia circa l'utilizzazione del porto di Trieste del 22 ottobre 1955 e con richiamo al punto 7 dell'Accordo ferroviario di pari data, le FS e le OeBB hanno concluso il seguente Accordo:

- 1) le FS e le OeBB collaboreranno, in casi concreti di concorrenza e per quanto ciò sia nei loro interessi commerciali o di altra natura, sotto forma di riduzioni di tariffa, per mantenere, acquisire od incrementare trasporti via Trieste Oltremare. La misura e di dette riduzioni sarà concordata di volta in volta, tenendo presenti le facilitazioni tariffarie accordate dalle F.S. in conformità dell'art.4 dell'Accordo Governativo sopraccitato.
- 2) Le modifiche alle tasse e alle condizioni di trasporto delle FS o delle OeBB che concernino tutti o determinati gruppi di merci, non dovranno contenere disposizioni discriminatorie per il traffico Austria-Trieste Oltremare. Se qualcuna di dette modifiche comportasse nel traffico Trieste Oltremare-Austria, in una sola volta, un aumento dei prezzi di trasporto italiani maggiore del 10%, le FS e le OeBB si concerteranno sulle modalità della sua applicazione al detto traffico, tenendo conto degli interessi del Porto di Trieste, dell'economia austriaca e delle ferrovie partecipanti. Correlativamente, in caso di aumento dei prezzi di trasporto nelle ferrovie austriache in misura superiore al 10%, le OeBB e le FS si consulteranno come sopra detto tenendo presente quanto stabilito al punto 1).
- 3) Nel caso che da parte delle FS venisse soppressa la tariffa speciale n.253 indifferentemente per tutti i traffici di transito attraverso l'Italia e che quindi venisse a mancare il vantaggio derivante dall'accordo governativo italo-austriaco, le FS e le OeBB s'intenderanno sulle misure da prendere nell'intento di favorire l'utilizzazione del porto di Trieste.

⁹ La durata dell'Accordo è stata fissata a tempo indeterminato salvo denuncia con preavviso di tre mesi.

¹⁰ Il testo dell'Accordo è tratto da “I rapporti di vicinato tra Italia e Austria”; Andrea de Guttry e Natalino Ronzitti; edizioni dott. A. Giuffrè Editore; Milano 1987; pg.341-342.

- 4) Considerato che l'attuazione del trattamento tariffario speciale per il traffico Austria-Trieste Oltremare, che si prefigge di promuovere l'incremento del traffico stesso, tenendo tuttavia conto degli interessi delle Amministrazioni che vi partecipano, rende desiderabile l'esistenza di una lega portuale tariffaria, le FS e le OeBB concordano di fare il necessario per la creazione di una tariffa merci diretta Austria-Trieste Oltremare, per le merci a maggiori tonnellaggi o per altre merci da stabilirsi di comune accordo.
- 5) Per tener conto delle esigenze del commercio d'oltremare austriaco di avere un livello di prezzi stabile, le variazioni di tariffa, che le FS e le OeBB dovessero introdurre in futuro, saranno applicate alla tariffa diretta Austria-Trieste Oltremare solo dopo trascorso un termine da concordare di volta in volta, che tuttavia non potrà essere inferiore a un mese.
- 6) I Capi del Servizio Commerciale delle FS e delle OeBB, assistiti ciascuno da non più di tre funzionari ferroviari o altri esperti, per vegliare al buono e retto funzionamento del presente Accordo e per suggerire reciprocamente le eventuali future modifiche ad esso che le circostanze potessero suggerire, si incontreranno di regola una volta all'anno alternativamente in Austria e in Italia su convocazione dell'Amministrazione ospitante.

- omissis -